

Enfin ! Florian Philippot : "Il faut interdire tous les signes religieux ostensibles dans l'espace public"

écrit par Christine Tasin | 21 août 2016



Excellente interview de Florian Philippot dans Atlantico, qui a le mérite de mettre des points sur les i. Même s'il est encore à côté de la plaque en imaginant que nombre de musulmans seraient prêts à vivre sans signe ostensible, sans halal, sans hurlements s'il n'y a pas de repas de substitution à la cantine, sans voile.. .On a là un vrai projet, cohérent, pour la France. Ça existe. Et ça fait du bien. Et un vrai laïque, comme Philippot, quel bonheur !

Florian Philippot : « On parle du burkini, mais on ne pourra pas laisser les maires seuls. Il faut interdire tous les signes religieux ostensibles dans l'espace public »

Du burkini à la nomination probable de Jean-Pierre Chevènement à la Fondation de l'islam de France, Florian Philippot, vice-président du FN, revient pour Atlantico sur l'actualité politique de cet été.

Entretien politique

Publié le 21 Août 2016

Atlantico : *Depuis janvier 2015, les Français doivent apprendre à vivre avec la menace terroriste. Vous vous êtes montré très critique à l'égard du gouvernement sur cette question, quelle aurait été l'action menée par le Front national, si le parti avait été en situation de responsabilité ?*

Florian Philippot : Le Front national aurait pris toute une série de dispositions en amont, bien avant les premiers attentats, qui auraient permis de tendre au maximum vers le risque zéro, même s'il n'existe pas. Mon premier constat est que la France navigue à l'aveugle dans cette lutte anti-terroriste. Elle n'a plus les instruments de base. Par exemple **les frontières nationales**. Mais il faut aussi **rétablir les services de renseignements de terrain**, puisque Sarkozy a supprimé les RG. Une **restauration des effectifs des forces de l'ordre et des effectifs militaires nous semble également indispensable**.

Le premier grand acte est de redonner des outils à l'Etat.

Un deuxième grand chantier, qu'il ne faut pas éluder, c'est celui de l'immigration massive. Tous les attentats, d'une manière ou d'une autre, sont liés à l'immigration. Soit ce sont des étrangers, soit ce sont des binationaux, soit ce sont des Français qui ont eu accès à la nationalité française de manière déraisonnable par un code de la nationalité vraiment laxiste, soit ce sont des étrangers qui ont été condamnés, mais qui ont été conservés en France parce que la double peine a été supprimée. Nous avons alerté et nous continuons de le faire : il faut que la France revoie totalement sa politique d'immigration légale et clandestine après le laxisme inouï des mandats Sarkozy et Hollande.

Le troisième domaine d'action, c'est la lutte contre l'islamisme, qui est indissociable du combat contre le communautarisme. Parce que la France a capitulé. Les attentats constituent les manifestations les plus sanglantes sur ce point. Mais l'été que nous vivons nous le rappelle : avec le burkini, ce qui s'est passé à Sisco, le centre aquatique qui devait être privatisé pour des femmes en burkini, etc. Ce sont ces capitulations que subissent maintenant quotidiennement les Français. **La République, la laïcité et la loi ont cédé, capitulation après capitulation, depuis des années et des années**. Nous avons accepté d'aménager des horaires, de prendre des dispositions particulières dans des cantines. Nous avons laissé les chefs d'entreprise et les chefs d'établissement scolaire seuls face aux revendications religieuses. La loi sur le voile intégral n'a pas été appliquée convenablement. Des revendications communautaristes arrogantes ont été acceptées dans l'espace public et ceux qui tiraient la sonnette d'alarme, comme Marine Le Pen lorsqu'elle parlait des prières de rue, ont été diabolisés. Nous avons laissé des mosquées salafistes ouvertes et des imams radicaux, même

étrangers, continuer de prêcher la haine tranquillement. Il faut les expulser et fermer ces mosquées radicales. Mais cela, le FN le disait bien avant 2015.

Le dernier point concerne les associations. Là aussi il y a une action à mener. Grâce aux expériences étrangères, nous savons pertinemment comment s'infiltrent les Frères musulmans et l'islamisme au sens large au sein d'une société. Ils utilisent les associations culturelles, sportives, humanitaires, etc. Je pense que la puissance publique a tout intérêt à regarder ce qui se passe dans les associations où l'objet déposé en préfecture, qui leur permet souvent d'obtenir des subventions publiques, n'est pas du tout respecté. L'association marseillaise qui voulait privatiser le centre aquatique déclare en préfecture depuis février qu'elle pratique des actions humanitaires pour les femmes en difficulté, les aide à maîtriser les nouvelles technologies, les apprend à rédiger un CV... En consultant leur Facebook et leur site Internet, nous voyons plutôt l'apprentissage de l'arabe pour lire le Coran. Je pense que cela mérite une enquête. De la même manière, **une enquête devrait être menée sur le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui fait beaucoup parler de lui en ce moment en traînant les maires devant les tribunaux administratifs et qui passe trois fois par jour dans les médias.** Le Canard enchaîné nous apprend hier (*Ndlr : le 17 août*) qu'il aurait des liens avec les mouvances islamistes. Je ne sais pas si c'est vrai, mais cela mérite évidemment une enquête. **Ensuite, pourquoi la justice leur reconnaît-elle un intérêt à agir ?** De quel droit peuvent-ils contester un arrêté anti-burkini ? En quoi il y a une suspicion d'islamophobie ? Juridiquement, tout le monde ne peut pas aller devant les tribunaux, il faut être concerné. Par exemple, une femme qui porte un burkini le pourrait, mais pourquoi cette association ? **Nous apprenons que le milliardaire Georges Soros les financerait. Pourquoi le fait-il ?** Le fait-il vraiment ? Il faudrait que nous soyons moins naïfs. C'est la condition de la paix civile. Je me méfie des affrontements entre populations, comme ce qu'on a vu à Sisco où des habitants ont dû se défendre face à des voyous armés. **Quand l'Etat démissionne, les gens se font justice eux-mêmes : baisser les bras mène à l'affrontement.**

Vous pensez que de nouvelles lois sur la laïcité seraient nécessaires ?

Il faut déjà appliquer la loi existante, comme dans beaucoup de domaines. Il faut cesser de courber l'échine et baisser les yeux. La France doit de nouveau montrer qu'elle est maîtresse chez elle. Il y a des lois à appliquer, comme celles sur la laïcité. **D'abord, les financements publics et étrangers ne doivent être autorisés pour aucune religion. C'est aux fidèles de financer leurs cultes.** Il

ne faut pas de contournement de la loi 1905 par des financements locaux. Dans certaines villes, le centre culturel est déclaré en centre culturel et cela permet de financer la mosquée, parfois même fanatique. Merci le clientélisme ! Sur les signes religieux ostensibles, je renvoie à notre proposition de 2012, au moment de la campagne présidentielle. La question va devoir se poser. On parle du burkini, mais on ne pourra pas laisser les maires seuls avec leurs arrêtés municipaux. **Il faut réfléchir au bannissement des signes religieux ostensibles dans l'espace public.**

Manuel Valls souhaiterait passer un « pacte » avec l'islam de France. Que pensez-vous de cette idée et de la probable nomination de Jean-Pierre Chevènement à la tête de la Fondation pour l'islam de France ?

L'Etat français n'a absolument pas à organiser, à tenter d'organiser ou à faire croire qu'il organise l'islam de France. Ce n'est pas son rôle. La Fondation de l'islam de France existe depuis 2005. Puis il y a eu avec Sarkozy le catastrophique CFCM (Conseil français du culte musulman). Mais cela ne peut pas fonctionner. Le sunnisme n'est pas organisé, n'a pas de clergé et **nous ne créerons pas de clergé français. Ensuite, ce n'est pas le rôle de l'Etat. Il est là pour faire appliquer la loi et la laïcité, rien de plus mais rien de moins. Donc, il ne faut pas de financement public, ni étranger.** Nous devons également refuser toute influence étrangère, que ce soit du Maghreb, de la Turquie, de l'Arabie Saoudite ou du Qatar. L'Etat doit veiller à ce que les prêches soient en français. Il doit y avoir des services de renseignement qui doivent veiller à ce qu'il n'y ait pas de dérives dans certains lieux plus radicaux et les fermer si nécessaire. Il faut faire appliquer l'ordre et la loi, dans l'intérêt de tous, y compris dans celui de la majorité des fidèles musulmans, qui n'aspirent qu'à une seule chose, la paix.

Cette Fondation n'a donc aucun intérêt. Elle risque même de chercher son intérêt dans une affirmation communautaire. Après, pour vous répondre, Chevènement n'est pas le pire candidat possible. Il a des convictions républicaines solides. Personne ne le niera. Mais la vraie question n'est pas celle du casting, ni celle de Chevènement.

Vous avez récemment déclaré sur ITélé que pour combattre cette menace terroriste, « il ne faudra pas se contenter de mots : il faut arrêter l'immigration ». Mais jusqu'à présent, la très large majorité des terroristes étaient français, nés en France, mais de parents étrangers : la seconde génération.

En quoi une telle mesure nous protégerait efficacement ? Une telle rhétorique ne vous conduit-elle pas à induire qu'une partie de la population, cette seconde génération, ne serait « pas vraiment française » ?

Je pense qu'il faut arrêter avec la peur de « stigmatiser » entretenue par ceux qui

veulent que rien ne bouge. Les Français musulmans ou d'origine étrangère qui vivent normalement – et Dieu merci, il s'agit de la majorité d'entre eux – ne se sentent aucunement concernés. Ils savent très bien que nous ne parlons pas d'eux et ils n'aspirent qu'à une seule chose, c'est que la paix civile et la sécurité soient rétablies en France. Ceux qui se sentiraient de bonne foi visés doivent alors se poser de sérieuses questions : s'ils préfèrent le mode de vie saoudien au mode de vie français, rien ne les empêche d'aller s'y installer. Mais ces drames sont liés directement ou indirectement à l'immigration. A Nice par exemple, c'est un Tunisien qui a tué, qui avait déjà été condamné. Là se pose la question de la double peine supprimée par Sarkozy et qu'il faut rétablir. Mais prenons également ce qui s'est passé à Saint-Denis et au Bataclan en novembre 2015. Depuis des mois nous expliquions que parmi le flux des migrants, il y avait des kamikazes infiltrés. Daech l'avait annoncé. On nous a répondu à l'époque que nous étions dans le fantasme, que le FN voulait faire peur. Alors que nous voulions alerter pour que les bonnes mesures soient prises à temps. Il se trouve que parmi les terroristes qui se sont faits sauter au Bataclan et à Saint-Denis, il y avait bel et bien des migrants infiltrés. L'Allemagne en a aussi été victime. Mais cela ne nous empêche pas de continuer à les accueillir, c'est complètement dingue.

Nous avons l'impression que le gouvernement voit ce qui se passe, parfois comprend même les causes, mais continue pourtant comme avant, parce que Mme Merkel a ordonné de poursuivre... Et comme nous sommes dans l'Union européenne et dans Schengen, nous sommes soumis, incapables même de surveiller nos frontières nationales. Pour ceux qui sont binationaux et fichés S, le FN défend depuis longtemps l'idée qu'ils doivent être démis de leur nationalité française et expulsés du territoire national. Pour ceux qui sont simplement français, tous ont un lien avec l'immigration. Probablement qu'il faut chercher les causes dans un code de la nationalité qui est beaucoup trop laxiste. Et là aussi, cela fait des années que le FN explique que la nationalité française se mérite. Il faut vérifier que les individus sont assimilés à la société française, qu'ils parlent bien la langue française, qu'ils ont un casier judiciaire vierge, qu'ils sont assidus à l'école ou à l'université, qu'ils respectent la laïcité, qu'ils ne sont pas dans le communautarisme. Mais la nationalité a été bradée. Nous avons créé des monstres qui sont formellement français, mais qui ont pour motivation dans ce qui leur fait office de cœur de tuer des Français.

Nous aurons enfin un grand et beau défi à relever dans les années qui viennent :

raffermir le sentiment national, réapprendre l'amour de la France, de ses paysages, de son histoire, de sa grandeur, par l'école, la restauration d'un service militaire, la valorisation des symboles nationaux. Il faudra former une élite qui cesse d'avoir honte de la France. Ce défi patriotique aussi est indispensable !

Le 8 août dernier, vous étiez invité sur France Inter pour parler du Front populaire. Cette intervention a déclenché de vives polémiques, notamment sur les réseaux sociaux, beaucoup reprochant une récupération de l'héritage du Front populaire de votre part. Assumez-vous réellement cet héritage en partie communiste au sein de votre parti ? N'êtes-vous pas totalement isolé sur ce point ? Une clarification entre les « deux lignes » du FN n'est-elle pas nécessaire à l'horizon des élections ?

Cette micro-polémique au cœur de l'été m'a amusé. Je ne suis pas là pour « récupérer » qui que ce soit. Je n'ai jamais dit que nous étions les héritiers du Front populaire. Je pense que personne ne peut le dire aujourd'hui. Je regarde un projet de société. Le Front populaire, c'est tout un héritage de progrès social que nous connaissons bien. Cet héritage a été intégralement trahi par la gauche. Spontanément, c'est le PS et le PCF qui pourraient vouloir s'en revendiquer. Mais en regardant les faits, le PS et ses alliés, du fait de leur soumission à l'UE, à l'austérité et à la logique de l'euro, ont bradé progressivement tout cet héritage du Front populaire, l'ont trahi de A à Z. Aujourd'hui, le progrès économique et social n'est pas du côté de ceux qui défendent l'UE et l'euro à tout prix. Nous ne pourrions retrouver des marges de progrès économique et social et de réindustrialisation pour notre pays que si nous mettons fin à cette politique délirante de soumission à l'UE et à l'euro, comme le propose le FN. C'est une analyse objective. Nous ne nous plaçons pas comme héritiers, mais nous analysons une trahison de la gauche et une possibilité de changement réel. Que cette vérité dérange, agace ce camp qui se dit de gauche, je le comprends. Mais le PS et ses alliés ont trahi les travailleurs de France, et ainsi l'héritage du Front populaire, comme celui du CNR. De la même manière, les cadres et les élus qui se revendiquent encore de De Gaulle à l'UMP – Dieu merci il n'y en a plus beaucoup qui osent encore –, qui dans le même temps ont bradé l'indépendance nationale, la souveraineté française, ont réintégré le commandement intégré de l'Otan et ont imposé le traité de Lisbonne refusé par les Français, ont piétiné l'héritage gaulliste.

Au sein de mon parti, tout le monde partage cette analyse, car elle est évidente. Elle ne relève même pas d'une sensibilité personnelle. Vous vous souvenez, le FN a lancé des débats il y a quelques années avec certaines affiches. Leur but n'était pas de « faire parler les morts », comme on le dit souvent, mais de faire réfléchir les vivants. Quand nous écrivons « Jaurès aurait voté FN » ou « Pierre Mendès-France

aurait voté FN », il y a à chaque fois une justification politique, l'envie d'un débat. Quand le FN Sciences-Po a lancé cette dernière affiche il y a quelques semaines, ce n'était pas pour faire parler Pierre Mendès-France : nous y avons ajouté l'essentiel, une longue citation de lui. Lorsqu'il a voté contre le Traité de Rome en 1957, il explique en effet que nous nous dirigeons vers une dérive dictatoriale avec la CEE, l'ancêtre de l'UE. Et il a eu raison. En face, cela les dérange parce qu'ils pensent avoir des héritages acquis ou représenter le camp du Bien. Mais **au nom de l'UE, ils ont trahi les travailleurs français, je le redirai sans gêne et sans cesse parce que c'est vrai.**

Après, ceux qui polémiquent sur le fait que j'aie sur France Inter pour parler du Front populaire, je leur rappelle très sereinement qu'ils ne sont pas propriétaires de la radio publique française. Cette radio peut inviter qui elle veut. Elle a également des règles en termes d'équilibre politique à respecter auprès du CSA. Elle n'a pas à se justifier. Le FN n'a pas non plus à le faire et a le droit d'être invité sur tel ou tel média pour parler de tel ou tel événement de l'histoire de France. **Le FN est le premier parti de France et il l'est plus encore parmi les ouvriers et les salariés.** Les rageux qui ont critiqué cette émission sont a minima des sectaires, et ont un sacré problème avec la démocratie.

En novembre prochain se déroulera la primaire de la droite et du centre pour l'élection présidentielle de 2017. Quel regard le FN porte-t-il sur l'événement ?

Le FN va s'asseoir dans son fauteuil avec du pop-corn et regarder le match de catch, comme les Français... Il y aura probablement peu d'idées, mais des batailles d'égos qui seront sûrement très sanglantes. Mais une fois le match terminé, une fois que nous aurons le nom du vainqueur, si tout se déroule convenablement, il zappera et passera sur le canal bleu marine. C'est du spectacle. Ce parti, Les Républicains, n'en est plus un. Il suffit de les entendre le matin dans les émissions politiques, parfois en même temps : il n'y a pas un seul sujet où ils sont capables de dire la même chose.

Sur l'Europe, l'économie, l'immigration, le terrorisme, la laïcité ou la loi El Khomri, il n'y en a pas deux capables de s'entendre. Ce n'est plus qu'un empilement d'écuries personnelles, qui globalement se détestent et ne partagent que l'envie de prendre la place. Ce n'est pas ce que j'appelle un parti politique. Dans celui-ci, il peut y avoir des débats et des sensibilités, mais il faut quand même qu'il y ait un tronc commun de valeurs et d'idées, ainsi qu'un leader. Sinon, il y a mensonge vis-à-vis de l'électeur. Là, ce n'est pas le cas. Ce parti est une illusion, qui n'aspire qu'au pouvoir. Nous regarderons sans rien en attendre. **Nous ferons pendant ce temps sept conventions nationales entre septembre et décembre avec nos collectifs sur des sujets comme le vieillissement de la population, la question**

des nouvelles technologies et l'innovation, l'école, etc. Nous ferons sept conventions de fond, qui seront clôturées par Marine Le Pen. Ce sera notre réponse à ce débat de personnes.

Malgré ses scores élevés dans les sondages de 1er tour, Marine Le Pen se trouve aujourd'hui confrontée à une situation d'échec prévisible en ce qui concerne le second tour. Comment le FN compte s'y prendre pour changer la donne ?

Il y aura une campagne. Je constate que les sondages la placent souvent devant François Hollande en cas de second tour face à lui, ce qui est déjà une nouveauté. Même face à un candidat hypothétique de droite, les sondages la mettent à un niveau jamais atteint. Le but de la campagne est de rallier des gens qui ne nous écoutent pas pour le moment, ou ne nous ont pas encore rejoints. Le choix est assez simple. Ce qui est en face, nous connaissons. Hollande, Valls, Macron, Sarkozy et Juppé, pour les plus probables, ont tous été président de la République, Premier ministre ou ministre récemment. Ils ont tous été au pouvoir dans les dix ans. Les Français qui estiment que tout va très bien feront avec eux un choix de continuité. En face, il y a une vraie alternative avec Marine Le Pen. **Nous portons deux grandes idées. D'abord, nous désirons reprendre les manettes de la maison France, c'est la souveraineté, l'indépendance nationale. Ensuite nous voulons défendre ce qu'est la France, son âme et ce qui permet des progrès à tous les niveaux, social, économique, et civilisationnel, c'est-à-dire son identité nationale. Nous allons convaincre sur tout cela.**

Certains ont théorisé une stratégie du silence, qui serait choisie par Marine Le Pen, insistant sur le fait que les événements suffisaient à porter les idées du Front national. Cette stratégie n'est-elle pas la preuve que le Front national ne serait qu'un parti « râteau à contestataires » plutôt qu'une force de proposition ? Ne risque-t-elle pas de donner l'impression de se désintéresser du quotidien des Français ?

Non, Marine Le Pen fuit le buzz et la polémique stérile mais a fait des interventions régulières au premier semestre sur les grands sujets d'actualité, parfois par d'autres biais que les médias. Elle a par exemple utilisé son blog, les réseaux sociaux, notamment Facebook. De fait, avec l'arrivée de la campagne présidentielle, elle sera de plus en plus présente. Elle portera nos convictions et vous la verrez. Encore hier (*Ndlr : le 17 août*), elle a fait un long papier sur son blog sur le burkini et ce qu'il y a derrière. Je ne crois pas du tout à cette thèse selon laquelle les événements suffiraient à faire venir des électeurs. Cela est d'une bêtise totale. Ce qui attire et convainc, c'est le travail.

Plus grand monde ne croit encore en l'idée du vote protestataire. On n'est pas un parti protestataire quand on fait 30 % des voix au premier tour ! Il peut y avoir de la contestation, c'est totalement légitime, mais cela ne suffit pas. **Il y a un vrai projet de société et nous sommes peut-être les seuls à en avoir un.** Sortez dans la rue afin de demander quel est le projet du PS ou des Républicains, vous aurez un grand point d'interrogation face à vous. Nous avons un projet, celui d'une France

libre et indépendante, qui défend son identité nationale, qui croit en l'avenir. Cela fait sens. C'est l'inverse d'un parti de contestation. Après, il y a un débat, vous pouvez ne pas être d'accord. Cela s'appelle la démocratie.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/florian-philippot-on-parle-burkini-mais-on-ne-pourra-pas-laisser-maires-seuls-faut-interdire-tous-signes-religieux-ostensibles-2797181.html#SVsP7clz5mxAfIGP.99>